

FORUM SUR LA COMPETITIVITE FUTURE DES ECONOMIES AFRICAINES

3-5 Mars 1999 – Dakar, Sénégal

**PRÉPARER L'AFRIQUE POUR LA NOUVELLE CONCURRENCE :
AMÉLIORATION CONTINUE DE LA QUALITÉ
ET NOUVEAU RÔLE DES NORMES**

PRÉPARÉ PAR :

**OCTAVIO MAIZZA-NETO ET STEVEN R. WILSON
DÉPARTEMENT DE LA QUALITÉ, DE LA NORMALISATION
ET DE LA MÉTROLOGIE
ONU
VIENNE, AUTRICHE**

Mars 1999

Original : Anglais

Ce document a été rédigé dans le cadre du forum sur la compétitivité future des économies africaines. Les opinions qui y sont exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'ONU.

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE
DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL**

5 novembre 1998

Préparer l'Afrique pour la nouvelle concurrence :

**Amélioration continue de la qualité
et nouveau rôle des normes**

Préparé par :
Octavio Maizza-Neto et Steven R. Wilson
Département de la qualité, de la normalisation et de la métrologie
ONU/DI

FORUM SUR LA COMPETITIVITE FUTURE DES ECONOMIES AFRICAINES

TABLE DES MATIERES

Qualité et amélioration continue : Clefs de la nouvelle concurrence

Nouvel impact des normes internationales sur le développement industriel et le commerce

Questions et défis

Réponse de l'ONUDI

Qualité et amélioration continue : Clefs de la nouvelle concurrence

Les deux dernières décennies du vingtième siècle ont été marquées par une évolution économique rapide, généralisée et parfois cataclysmique. La mondialisation des marchés financiers et de la production manufacturière, et l'émergence des marchés régionaux constituent des éléments clefs de cette mosaïque du changement. Les structures évolutives de l'avantage de la concurrence montrent que la faiblesse des salaires n'est plus l'unique moyen d'attirer l'investissement. L'investissement du capital, aussi important soit-il, ne suffit pas non plus à permettre à une entreprise de percer sur les marchés d'aujourd'hui. Au moment où l'Etat se désengage de l'intervention directe dans la gestion de l'activité économique, les pays en développement sont exposés plus que jamais à une concurrence internationale plus âpre.

En ce qui concerne la production manufacturière mondiale, la concurrence repose sur une nouvelle approche de l'organisation de l'entreprise. Au centre de cette évolution se trouve le rôle important qui revient à l'amélioration continue du produit et à la qualité de la transformation. Les grandes entreprises s'attachent à développer plus rapidement le produit en passant à des niveaux sans cesse plus élevés de produits et de qualité du service - à faibles coûts. Ceci constitue la pierre angulaire de l'**avantage compétitif** important - à mesure que ceux qui gagnent la course de la qualité et de l'efficacité obtiennent des parts de marché plus grandes.

Il ressort également de cette concurrence de nouvelles formes de partenariat industriel et d'intégration horizontale. Pendant que les grandes entreprises ouvrent la voie au relèvement des normes de compétition au plan mondial, les petites et moyennes entreprises recherchent de plus en plus une qualité du produit et une performance de gestion plus élevées. Ce qui est important, c'est que nombre de ces méthodes les plus efficaces d'amélioration s'appliquent également aux petites et moyennes entreprises des pays en développement.

Ces développements présentent pour les pays en développement et les économies en transition un large éventail de défis et d'opportunités. Il est maintenant largement reconnu que l'amélioration continue de la qualité, de la gestion et les disciplines connexes revêtent une importance capitale pour la réalisation des objectifs nationaux, y compris la promotion du progrès social et économique. De même, on reconnaît maintenant que les **causes de la mauvaise qualité** dans les pays en développement sont nombreuses : la faiblesse de la compétitivité, la faiblesse de l'emploi, la limitation des capacités de R&D, une assiette fiscale plus étroite, les opportunités perdues en termes de réseaux d'approvisionnement, de co-entreprises et de nombreux autres coûts importants.

Mais qu'entend-t-on exactement par qualité ? Fondamentalement, la qualité se définit de deux manières. Premièrement, la qualité d'un bien ou d'un service peut être définie par sa capacité à satisfaire ou à dépasser les **besoins ou les attentes du client**.

Deuxièmement, la qualité est souvent décrite comme une conformité mesurable par rapport à une série de spécifications techniques. La qualité peut être considérée comme une série de caractéristiques qui paient aux clients la valeur ou, en tant qu'un objectif de mesure de la conformité par rapport à une série d'exigences. Dans les entreprises les plus réussies, ces deux définitions sont liées : tous les efforts tendant à améliorer la conformité aux exigences de la production prennent en compte les besoins du client.

La qualité du produit est devenue une variable critique qui influence la **compétitivité** de l'entreprise. Cependant, pour les entreprises les plus compétitives, l'amélioration de la qualité du produit n'est qu'un sous-produit d'une approche qui met en exergue l'**amélioration continue** de tous les aspects du processus de production. L'amélioration de la qualité du produit -- parallèlement au courant continu des avantages de la productivité, de la souplesse, de la livraison et de la performance des coûts -- découle de l'amélioration continue de l'organisation générale.

L'amélioration continue est, par conséquent, le fondement de la compétitivité -- et ne peut se produire que dans un système de **gestion et d'organisation** qui canalise toutes les ressources de l'entreprise vers l'amélioration des produits et des procédés. Ceci nécessite beaucoup d'efforts et l'utilisation de plusieurs outils analytiques -- notamment le contrôle des processus statistiques et l'analyse de Pareto, pour n'en citer que quelques-uns -- mais les résultats sont durables. Cela ne nécessite pas un investissement en capital élevé -- mais un type d'organisation donné, l'utilisation d'outils analytiques ainsi que les capacités et la formation des ressources humaines. Il s'agit d'une forme interne de progrès, les dirigeants et les travailleurs étant la force motrice de la plupart des améliorations. Cette orientation permet au système de production de s'adapter progressivement aux besoins de l'entreprise et aux conditions locales. Cependant, l'amélioration continue peut souvent conférer des avantages à travers "l'utilisation" des équipements existants grâce à l'augmentation de la production effective d'une usine donnée.

Nouvel impact des normes internationales sur le développement industriel et le commerce

L'accélération des flux du commerce, l'investissement étranger direct (IED) et le partage de la production mondiale offrent aux pays en développement et aux pays en transition une série de défis et d'opportunités potentielles. Parmi ceux-ci figure en bonne place la nécessité de démontrer la conformité avec une série croissante de normes internationales et de règlements techniques. De plus en plus, les gros acheteurs, les partenaires industriels et les investisseurs potentiels exigent la preuve de la conformité avec les normes internationales. Les pays qui ont investi au fil des ans dans les organismes de normalisation et de métrologie importants peuvent satisfaire à ces normes, et pourront, en conséquence, commercer et attirer l'investissement. Malheureusement, cette capacité n'existe pas dans de nombreux pays en développement, voire dans la majorité d'entre eux.

Compte tenu des nombreuses nouvelles normes internationales qui sont envisagées -- en particulier en matière de sécurité professionnelle et de sécurité alimentaire -- ce manque de capacités mettra davantage à la traîne beaucoup de pays en développement dans la lutte pour le développement industriel durable. Les normes et règlements techniques sont essentiels pour les échanges, le commerce et la diffusion de la technologie, mais ils peuvent également constituer des barrières non tarifaires non négligeables aux échanges. La libéralisation rapide sert de locomotive aux exigences d'harmonisation des normes internationales et des procédures connexes. Il en est de même pour le désir de faire face aux conséquences mondiales de la dégradation de l'environnement. Cependant, la participation des pays en développement au processus d'élaboration des normes internationales laisse à désirer, et ce n'est que récemment que les coûts qui perdurent sous forme de commerce et d'investissement ont fait l'objet de débats politiques. Pour de nombreux pays, la participation relativement faible jusque récemment au commerce international montre que la compatibilité et la conformité des normes ne sont pas encore considérées comme des questions d'importance vitale. Les normes n'ont pas joué un rôle primordial dans les secteurs des matières premières et des produits de base qui ont dominé les exportations de nombreux pays en développement.

Une norme est un document approuvé par un organisme reconnu qui recommande des règles et des directives volontaires confirmant les caractéristiques des produits, des procédés ou des méthodes. Au contraire, les règlements techniques sont des normes qui sont prescrites par des autorités de réglementation et dont le respect est obligatoire. Les procédures d'évaluation de la conformité permettent de savoir quelles exigences pertinentes des normes et des règlements techniques sont respectées. Il est inutile de respecter une norme si le coût de la démonstration du respect auprès des acheteurs est prohibitif. Plus que les normes elles-mêmes, ce sont les doubles procédures de tests découlant des différents systèmes d'évaluation de la conformité dans les différents pays qui sont devenues un obstacle majeur aux échanges. "Testé une fois, accepté partout" est un principe bien accepté, mais il dépend des capacités nationales, institutionnelles et de l'entreprise qui sont hors de portée pour la plupart des pays en développement. Un cadre d'évaluation de la conformité nécessite des laboratoires de tests et de métrologie, des organismes de certification et d'accréditation et des vérificateurs du système de qualité, autant d'aspects qui appellent des améliorations considérables dans les pays en développement.

Les normes favorisent les échanges en transmettant l'information de façon cohérente et en permettant des comparaisons entre les produits et services. Cependant, les normes permettent aux économies d'échelle de promouvoir l'utilisation efficace de certaines parties et composantes de la production, facilitent la diffusion de la technologie et peuvent promouvoir la qualité et la fiabilité du produit ainsi que l'acceptation sur le plan environnemental. Cependant, les normes, les règlements techniques, et les procédures connexes peuvent également servir de barrières non tarifaires dans les cas suivants. Tout d'abord, différentes normes internationales peuvent être utilisées pour protéger les producteurs nationaux. Deuxièmement, les normes restrictives peuvent être utilisées pour compenser les caractéristiques de conception des produits nationaux -- plutôt que d'être des critères de performance essentiels.

Troisièmement, il demeure que l'accès aux systèmes de certification et de test et aux méthodologies entre les producteurs nationaux et les exportateurs dans la plupart des pays est inégal. Quatrièmement, d'une manière générale, les résultats des tests et des certifications effectuées ne sont pas reconnus par les organisations étrangères qui interviennent sur de nombreux marchés. Cinquièmement, le manque de transparence des systèmes d'élaboration des normes, des règlements techniques, et d'évaluation de la conformité dans la plupart des pays est encore très répandu.

Questions et défis

Approches multilatérales et régionales

L'Accord de l'Organisation mondiale du commerce sur les barrières techniques au commerce (BTC) et l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (MSP) constituent un cadre juridique pour le règlement des litiges commerciaux relatifs aux normes et aux questions connexes. En général, les BTC sont limitées dans leur champ d'application, et utilisent souvent un libellé non contraignant pour encourager leur respect par les gouvernements. Par exemple, en ce qui concerne les procédures d'évaluation de la conformité, l'Accord n'encourage que l'acceptation des résultats des tests ou de l'accréditation des laboratoires. Ce qui est important, c'est que les BTC encouragent les accords de reconnaissance mutuelle (ARM) qui codifient l'acceptation par chaque Etat membre des normes, règlements et procédures de certification des autres membres. Les ARM réduisent les coûts grâce à l'élimination de l'enregistrement onéreux par une tierce partie et les procédures de tests superflues. Mais au titre des BTC, il n'existe pas de mécanisme de mise en application pour le non-respect des conditions de l'ARM.

La plupart des progrès en matière d'harmonisation de l'évaluation de la conformité et des ARM se sont faits suite à des initiatives régionales, notamment au niveau de l'Union européenne (UE), du Groupe de coopération économique de l'Asie Pacifique (APEC), de la Zone de libre échange des Amériques (ZLEA) et de l'Accord de libre échange de l'Amérique du Nord (ALENA). En outre, les négociations bilatérales entre les principaux partenaires commerciaux prennent en compte les ARM. Il se peut que les initiatives régionales, et dans une moindre mesure les négociations bilatérales, notamment le récent Accord ARM entre les Etats Unis et l'Union européenne sur l'évaluation de la conformité des procédures de tests pour six principaux secteurs, soient plus prometteuses pour les progrès en matière de reconnaissance mutuelle par rapport à l'approche multilatérale de l'OMC.

Indépendamment de l'approche adoptée pour le processus de normalisation -- qu'il s'agisse du cadre multilatéral ou régional -- le principal obstacle aux accords de reconnaissance mutuelle pour les pays en développement, et dans une moindre mesure pour les pays en transition, demeure le manque de capacités institutionnelles et de ressources humaines tant pour respecter les règles que démontrer leur respect.

Les capacités métrologiques et de test -- notamment la formation continue -- constituent deux domaines qui appellent des améliorations en vue de mettre en place des programmes d'évaluation de conformité crédibles dans les pays en développement. En outre, le plus souvent, les décideurs tant gouvernementaux qu'au niveau des associations industrielles et des entreprises ne disposent pas d'informations adéquates sur les normes.

Volontaires ou obligatoires ? Qualité et système des normes de gestion de l'environnement

La distinction floue entre les normes volontaires et les règlements techniques contraignants constituent une autre tendance qui comporte d'importantes complications pour les pays en développement. Par exemple, dans beaucoup de pays en développement, les produits qui ne sont pas conformes aux normes nationales peuvent encore être vendus -- mais s'ils respectent les normes nationales, le producteur est habilité à utiliser une marque standard. Cela rassure le client et augmente les ventes. Ainsi, une norme nationale volontaire devient contraignante de facto pour le producteur qui veut survivre. L'expression "norme obligatoire" qui prête à confusion est souvent utilisée pour décrire les spécifications d'achats que les fabricants exigent de leurs fournisseurs. Il s'agit uniquement de spécification volontaire dans la mesure où aucun fournisseur n'est tenu de faire du commerce avec un grand fabricant. Lorsque les pouvoirs publics s'inspirent du secteur privé en matière de normes volontaires pour concevoir des règlements techniques, ils utilisent souvent l'expression norme obligatoire. Le passage des normes volontaires aux règlements techniques administrés par les pouvoirs publics ("normes obligatoires") se produit parce que beaucoup de normes nécessitent une mise en œuvre. Plus le besoin et la demande d'application sont élevés, plus les normes deviennent rapidement des règlements techniques.

Compte tenu de la tendance à l'internationalisation des normes, la distinction floue entre les normes volontaires et les normes obligatoires peut avoir des implications commerciales importantes pour les pays en développement. Par exemple, la norme internationale qui se développe à un rythme sans précédent, c'est la série ISO 9000 relative aux normes de système de qualité conçues par l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Celles-ci ont été adoptées par près de cent cinquante mille entreprises (essentiellement de taille moyenne) dans plus de quatre-vingt-dix pays. L'ISO 9000 ne certifie pas les produits ou même des procédés spécifiques, mais vise plutôt à certifier un système de gestion de qualité d'entreprise spécifique. L'ISO 9000 ne recommande pas un système de qualité spécifique, mais stipule simplement qu'il faut mettre en place un système et que celui-ci peut-être vérifié grâce à une documentation abondante. Bien que l'ISO 9000 soit volontaire au plan formel, dans beaucoup de cas, elle est devenue une "norme obligatoire". La Communauté européenne a adopté l'ISO 9000 comme partie intégrante de son Approche globale des tests et de la certification en 1989. Un problème important pour les pays en développement et les pays en transition réside dans le fait que seuls les certificats de l'ISO 9000 accordés par des sociétés internationales reconnues sont acceptés au plan international.

Etant donné que l'évaluation de la conformité nécessite la preuve du respect de la norme ISO 9000 à toutes les étapes de la chaîne de production, les coûts de la documentation et de l'audit sont hors de portée de la grande majorité des entreprises, en particulier dans les pays en développement.

La norme ISO 14000 a été introduite en 1996 en tant que norme des nouveaux systèmes de gestion environnementale et nécessite beaucoup de coûts qui sont similaires en ce qui concerne la formation, le suivi, la documentation et l'audit aux exigences de la mise en œuvre de l'ISO 9000. L'ISO 14000 ne comporte pas de coûts supplémentaires pour les nouvelles technologies que l'entreprise doit acquérir afin de respecter cette norme. A l'instar d'ISO 9000, la série ISO 14000 signifie qu'il s'ensuivra une amélioration de la performance environnementale après la mise en œuvre d'un système de gestion environnementale. La critique souvent faite à l'endroit d'ISO 9000 selon laquelle elle concerne davantage la bonne documentation que la bonne qualité est formulée à l'égard d'ISO 14000 en ce qui concerne la qualité environnementale. Malgré ces critiques, les entreprises dans les pays en développement sont soumises à de fortes pressions pour qu'elles obtiennent le certificat ISO 14000 -- souvent parallèlement à l'ISO 9000.

L'ISO 14000 et les autres systèmes de gestion environnementale volontaires sont souvent confondus avec l'éco-étiquetage. Il existe maintenant plus de vingt systèmes nationaux d'éco-étiquetage couvrant plus de trois mille cinq cents produits dans plus de quatre-vingt catégories. L'éco-étiquetage nécessite l'utilisation volontaire d'étiquettes pour informer les consommateurs qu'un produit est plus "convivial" sur le plan environnemental que les produits concurrents de la même catégorie. Il existe de fortes chances que les éco-étiquettes soient utilisées à des fins de barrières commerciales. Dans la plupart des pays, les producteurs nationaux influencent beaucoup les catégories de produits qui doivent recevoir l'éco-étiquetage, et peuvent ainsi exclure les produits importés. Il n'existe pas de critères scientifiques généralement admis pour octroyer les éco-étiquettes, et les coûts de la collecte de l'information sur un grand nombre de mécanismes sont élevés pour les exportateurs potentiels. Le respect des éco-étiquettes peut également entrer en concurrence avec les ressources rares nécessaires pour résoudre les problèmes environnementaux spécifiques dans les pays en développement.

Réponse de l'ONUDI

L'ONUDI aide les gouvernements à élaborer des cadres juridiques et réglementaires nationaux pour appuyer une infrastructure de qualité et de normalisation opérationnelle. La promotion des campagnes de qualité et des adjudications au niveau national constitue une autre intervention de l'ONUDI au niveau national. Ces interventions sont calquées sur les campagnes réussies visant à améliorer la qualité industrielle au Japon, aux Etats-Unis et en Europe. Au plan institutionnel, l'ONUDI renforce les capacités de promotion et de mise en œuvre des technologies d'amélioration continue au niveau de l'entreprise. Les programmes pilotes à effet de démonstration élevé visent à renforcer les capacités des gestionnaires et de leur personnel ainsi qu'à étendre l'amélioration à travers les entreprises.

L'approche intégrée adoptée combine une série d'outils de gestion qui mesurent les résultats des améliorations (essentielles pour la satisfaction du client) avec les indicateurs d'efficacité et de rentabilité (et qui démontrent l'importance du programme pour les propriétaires et les actionnaires).

Compte tenu des tendances émergentes qui se font jour rapidement, il faut intensifier les efforts visant à diffuser l'information et la sensibilisation au sujet des normes. L'ONUDI a effectué deux enquêtes importantes dans les pays en développement afin d'étudier les implications des normes de qualité et d'environnement dans les pays en développement et va collaborer avec le CIC (CNUCED/OMT) sur de nouvelles enquêtes et études concernant le rôle et l'impact des normes internationales dans les pays en développement. En réalité, on sait peu de choses au sujet des coûts et des avantages réels des normes internationales dans les pays en développement. Cependant, selon les estimations préliminaires de l'ONUDI, les pays en développement perdent jusqu'à cinq pour cent de la valeur totale de leurs exportations à cause de leur incapacité à respecter les normes internationales.

L'ONUDI a beaucoup collaboré récemment avec l'ISO, l'OMC et de nombreuses organisations régionales de normalisation en ce qui concerne son rôle de Forum mondial et de défenseur du développement industriel durable dans les pays en développement. A ce titre, l'ONUDI s'attachera à promouvoir la création de points d'enquête sur les normes dans les pays en développement, ce qui sera utile tant pour la collecte que pour la diffusion des informations importantes. En collaboration avec l'ISO et le Forum d'accréditation international (FAI), l'ONUDI est en train de mettre en place également un processus de pré-audit des organismes d'accréditation dans quelques pays en développement. Cette initiative et d'autres exercices devraient renforcer les efforts de l'ONUDI en faveur de l'amélioration des infrastructures de normes dans les pays en développement.

Au niveau national, la plupart des pays en développement ne disposent pas de l'expertise ou des infrastructures nécessaires pour respecter les normes internationales. Sans ces capacités, il n'existe aucune chance d'accords de reconnaissance mutuelle pour l'évaluation de la conformité. La création et l'amélioration d'une infrastructure nationale de normalisation, notamment les laboratoires de tests, les laboratoires de métrologie, et les organismes de certification et d'accréditation -- et la formation du personnel pour les exploiter -- constituent les principaux objectifs du soutien de l'ONUDI aux clients dans les pays en développement. Dans le même temps, les différents pays devraient peut-être éviter d'élaborer leurs propres normes lorsqu'il existe déjà des normes internationales pour des raisons de coûts et d'efficacité.

Au niveau international, les pays en développement sont restés en marge, dans une large mesure, du processus de formulation et de rationalisation des normes. L'ONUDI est en train de renforcer les efforts visant à fournir aux pays en développement les informations nécessaires sur les avantages de la participation au processus de normalisation international.

Une plus grande participation au sein des groupes de travail et des comités techniques de l'ISO, de la Commission électrotechnique internationale (CEI) et des autres organismes multilatéraux pourrait conduire à de nouvelles normes internationales prenant mieux en compte les besoins des pays en développement. Par exemple, seuls six des quarante huit pays les moins avancés sont membres de l'ISO. Bien que plus de quatre vingt dix pays en développement siègent au sein du Comité de l'OMC sur les barrières techniques au commerce, la mise en œuvre des disciplines et des obligations de l'Accord de BTC dans les pays en développement reste très faible. Le manque de notification des pratiques nationales, tel que requis par le BTC, limite les avantages pour l'industrie nationale de l'amélioration de la transparence. Les points nationaux d'enquêtes sur la mise en œuvre, une autre exigence du BTC, donneraient lieu à des systèmes nationaux d'information en matière de normes qui seraient avantageux pour les producteurs locaux et sensibiliseraient mieux les gouvernements au sujet des avantages et des coûts de la normalisation.

En ce qui concerne les initiatives régionales, notamment au niveau de l'UE, de l'ALENA, de l'APEC, et du FTM, beaucoup de progrès ont été accomplis en vue d'harmoniser les normes nationales et de conclure des accords de reconnaissance mutuelle par rapport à l'approche multilatérale de l'OMC. L'APEC et la FTAA sont beaucoup plus agressives en ce qui concerne ces questions importantes par rapport à l'Accord de BTC de l'OMC. Les efforts de l'ONUDI visant à collecter les données et à analyser les différentes approches régionales de normalisation et la reconnaissance mutuelle visent à fournir des informations importantes à nos clients dans les pays en développement.

L'extension de la certification dans les entreprises, comme c'est le cas pour ISO 9000 et ISO 14000, apporte un nouvel élément aux normes internationales. Bien que les institutions internationales multilatérales déploient des efforts en vue d'harmoniser un large éventail de normes relatives aux produits, la mise en œuvre des exigences techniques au niveau de l'entreprise se fait en dehors du contrôle des gouvernements ou des accords. De nos jours, les entreprises dans les pays en développement doivent faire face de plus en plus aux exigences de certification en matière de normes et de réglementation technique de qualité, d'environnement, d'alimentation et de sécurité entre autres. L'ONUDI, compte tenu de son expertise en matière de collaboration avec les associations et les entreprises industrielles dans les pays en développement est en train de dresser un inventaire des exigences en matière de normes, de règlements techniques et de procédures connexes dont on a besoin dans les entreprises. L'ONUDI se propose d'intégrer ces exigences dans une analyse du cycle des entreprises depuis l'étape de l'entrée de la matière première dans l'entreprise jusqu'aux consommateurs en passant par le processus de production, l'emballage et la livraison.

Ce système permet aux gestionnaires de disposer d'une liste des normes et règlements requis pour chaque étape pertinente de leurs procédés de production.

Ceci comprend (selon l'entreprise) les normes de systèmes de gestion pour l'environnement et la qualité, les procédés de certification et de tests de conformité, les éco-étiquettes de laboratoire, les évaluations de l'impact sur l'environnement, les méthodes de production économiques, notamment la réduction des pertes et l'utilisation des déchets, le Codex alimentarius (pour la sécurité alimentaire) l'analyse des risques et les points de contrôle critiques (HACCP), les normes professionnelles et de sécurité pertinentes, les procédures et les normes pertinentes de recyclage et d'élimination jusqu'à la sécurité et l'acceptation par le consommateur. La collaboration de l'ONUDI avec d'autres organisations multilatérales pertinentes ainsi qu'avec les principales organisations de normalisation telles que l'ISO permet de favoriser ces efforts.